

Non à la casse sociale Non au Plan Hoog !



Après les sanctions individuelles (envisagées après l'affaire Bouygues¹), voici la sanction collective. Le PDG Emmanuel Hoog vient de présenter aux syndicats la **facture sociale** du deal entre le gouvernement français et Bruxelles qui impose à l'AFP le respect des règles austéritaires en vigueur. Cette facture se résume en une idée moderne, aussi simple qu'antisociale : **travailler plus, pour gagner moins.**

Sans entrer dans les détails, voici le résumé des projets du Plan Hoog, tels que présentés dans les documents de la direction en vue de la négociation d'un nouvel "accord d'entreprise" et complétées par le récent "dispositif temporaire d'accompagnement au départ à la retraite".

Travailler plus : comme si les salariés de l'AFP ne travaillaient pas assez, la direction "propose" à tous les salariés relevant du droit français (statut siège) de réduire leur nombre de jours de repos. Pour TOUS, les congés annuels seraient fixés à 44 jours (soit le nombre actuel de congés pour les journalistes et cadres administratifs), auxquels s'ajouterait un congé ancienneté (pour toutes les catégories de personnel) : 2 jours après 5 ans de présence, 4 jours après 10 ans, 6 jours après 15 ans.

Parallèlement, de gros sacrifices seraient demandés concernant les **RTT** : seuls les cadres et les journalistes ne travaillant pas au desk conserveraient 7 jours de RTT par an (au lieu de 18 actuellement); les autres salariés (journalistes, employés, ouvriers) n'en auront plus. Et qu'en est-il des congés et RTT des directeurs ?

Résultat: tout le monde travaillerait (encore) plus. En cumulant les différentes mesures sérieusement envisagées par la direction, un-e journaliste perdrait **au mieux** 5 jours de repos : journaliste senior, bénéficiant du congé ancienneté, il/elle aura donc une semaine de congés supplémentaire, mais perdrait 11 RTT sur 18. Au pire, un-e journaliste jeune travaillant au desk devra travailler 18 jours de plus par an. Pour les employé-e-s, les ouvriers et cadres techniques, ce serait encore pire : chacun fera son calcul !

Gagner moins : augmenter de façon drastique le nombre de jours travaillés pour toucher le même salaire, revient à baisser notre taux horaire. Si le texte de la direction est très précis en matière de sacrifices demandés aux salariés, les éventuelles contreparties pour ces efforts restent extrêmement vagues. Alors que jusqu'en 2008, les salaires étaient revalorisés annuellement en suivant les hausses de la presse parisienne (SPQN), elles-mêmes négociées en fonction de l'évolution de l'inflation, le texte de la direction propose implicitement d'officialiser le décrochage de l'AFP des indices SPQN. Extraits du texte de la direction:

- *"Des plans de carrière spécifiques garantissent une évolution de rémunération à l'ensemble des collaborateurs de l'AFP."* (Aucune précision : quid des plans de carrière actuels, étant donné que le but est de remplacer l'ensemble des accords existants?)
- *"Chaque année, une enveloppe spécifique de primes et promotions sera inscrite au budget de l'AFP".*
- *"Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire (NAO) la revalorisation des grilles de rémunérations sera envisagée en intégrant les contraintes budgétaires de l'AFP."*

C'est tout ! Alors que le gel des salaires dure déjà depuis trois ans, gageons que les "contraintes budgétaires" ne permettront guère plus qu'un saupoudrage "à la tête du client".

Suppression d'emplois, délocalisations : vu les projets de réduction de jours de repos, on ne peut que s'inquiéter des conséquences sur la santé des salarié-e-s, d'autant que le "dispositif temporaire d'accompagnement au départ à la retraite" annoncé récemment se soldera par des suppressions d'emplois statut siège. **Moins de repos, plus de stress, voilà le programme de M. Hoog.** On notera accessoirement que cette réduction de postes en France sera peut-être compensée par des créations de postes à l'étranger. Mais le projet de "Charte des pratiques RH AFP à l'international" - un texte sans ambition - ne comporte guère plus que l'engagement de respecter... les lois sociales des pays concernés.

Tous ensemble, défendons nos intérêts sociaux !

Confrontés aux mêmes logiques politiques d'austérité, les salariés de **Radio France** sont en grève illimitée depuis ce jeudi 19 mars, pour défendre le service public de l'audiovisuel. A l'AFP aussi, tout le monde l'aura compris: si nous ne bougeons pas, notre mission d'intérêt général restera menacée et nous subirons une dégradation sans précédent de nos droits sociaux.

Nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous le **9 avril**, dans le cadre de la journée de grève nationale interprofessionnelle et de manifestations, organisée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU. Ensemble, nous exprimerons ainsi notre refus de l'austérité, de la casse des services publics, des cadeaux aux patrons et actionnaires, de la détérioration de nos conditions de travail et de vie. **A l'AFP aussi, des initiatives intersyndicales sont nécessaires. SUD y œuvrera ; le personnel devra se mobiliser.**

¹ Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article331>